Séance du samedi 15 janvier 2022

L'an deux mille vingt-deux et le quinze janvier l'assemblée régulièrement convoquée le 03 janvier 2022, s'est réunie sous la présidence de Jean Pierre CINQUALBRES

Sont présents: Geneviève NEUQUELMAN, René LAVERGNE, Eric MALLET, Jean Claude REBEYRE, Jean Marc RIVIERE, Jean Pierre CINQUALBRES, Audrey BARRIERE, Françoise FLEYS-MARTIN, Cécile MAGNE, Patrick MAGNE, Magali MAURY, Jérôme MERCIER

Représentés: Florence ESPALIEU, Gisèle COUDERC

Excuses:

Absents: Isabelle CHABRIER-ROCHE

Secrétaire de séance: Audrey BARRIERE

COMPTE RENDU DU CONSEIL DU 15 JANVIER 2022

Début de séance : 10h05

- Monsieur le Maire propose à l'assemblée l'approbation du compte rendu du conseil du 26/11/21.

L'assemblée approuve à l'unanimité.

- Monsieur le Maire expose à l'assemblée que suite au retrait des délégations de fonction du 2^{ème} Adjoint, celle-ci doit déterminer si l'adjoint garde sa fonction ou pas.

Après plusieurs échanges, notamment sur les délégations que l'adjoint détient auprès des différents organismes (SIVU et SDEC). Le Maire précise que ces délégations ont été attribuées à M. LAVERGNE par le Conseil Municipal et n'ont aucun rapport avec les fonctions déléguées à un adjoint.

L'assemblée accepte que le vote se fasse à mains levées.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de voter sur le maintien de M. LAVERGNE en tant que 2^{ème} Adjoint sans fonction et sans indemnités.

Pour : 12 Contre : 2 Abstention : 0

« Objet : Délibération à la suite du retrait de délégation au 2ème adjoint - DE 2022_01_01

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 30 novembre 2021 portant retrait de délégation,

Suite au retrait le 30 novembre 2021 par Monsieur le maire des délégations de fonction et de signature consenties à Monsieur René LAVERGNE, 2ème adjoint au Maire par arrêté n° AR_2020_04 du 18 juin 2020 dans les domaines "gestion du personnel technique communal" et "gestion du petit matériel technique", le Conseil Municipal est informé des dispositions de l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précisent : "lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions".

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le maintien ou non de Monsieur René LAVERGNE dans ses fonctions d'adjoint au Maire sans délégation et sans indemnités.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

***Décide**, par vote à mains levées, de maintenir Monsieur René LAVERGNE dans ses fonctions d'adjoint au Maire. »*

- Le personnel et les élus qui ont leur conjoint employés communaux, quittent la salle.
- Le Maire présente à l'assemblée la validation du RIFSEEP par le comité technique du centre de gestion. Ce projet a déjà été présenté aux élus lors d'un précédent conseil.
 - o Cécile MAGNE demande pourquoi la secrétaire de mairie est revalorisée plus que les autres.
 - o Jean-Pierre CINQUALBRES précise que le poste de la secrétaire est un poste avec des responsabilités. Ce système est mis en place afin que chaque poste soit sur le même équilibre de revalorisation.

Pour : 8 Contre : 1 Abstention : 3

- Jean-Pierre CINQUALBRES continue avec le complément indiciaire annuel (CIA), qui a été également validé par le Comité Technique du CDG.
Ce complément sera versé selon les résultats des entretiens individuels de chaque agent.

L'assemblée accepte à l'unanimité.

« Objet: RIFSEEP : mise en place du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement Professionnel - DE 2022_01_02

Monsieur Jean-Marc RIVIERE, conjoint d'une employée communale et la secrétaire de Mairie quittent la salle le temps des débats.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des

fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 2 décembre 2021

Vu le tableau des effectifs,

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- **l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise** liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle,
- **le complément indemnitaire** tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

I.- MISE EN PLACE DE L'IFSE

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- de la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

A.- Les bénéficiaires

Après en avoir délibéré, décide d'instaurer dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxi :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci- dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

Catégories C

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION ADJOINTS TECHNIQUES AGENTS DE MAITRISE	MONTANTS ANNUELS
--	-------------------------

GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe C1	Adjoint administratif – Secrétaire de Mairie	3 252€	4 702€	11 340 €
Groupe C2	Adjoint technique – responsable service technique Adjoint technique territorial Adjoint administratif territorial	1 824€	3 252€	10 800 €

- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les opérateurs des activités physiques et sportives.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.
- Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints techniques et agents de maîtrise de la filière technique.

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- **Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :**
 - . Assistance et conseil
 - . capacité d'initiative
 - . rigueur et organisation
- **De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :**
 - . connaissance de niveau élémentaire à expert
 - . autonomie
 - . capacité à rendre des comptes à son supérieur hiérarchique
 - . capacité d'adaptation au changement
- **Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :**
 - . niveau de confidentialité

- . disponibilité
- . polyvalence
- . relations externes
- . horaires décalés

C.- Le réexamen du montant de l'I.F.S.E.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agen

D.- Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service, l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie, l'I.F.S.E sera suspendu.

E.- Périodicité de versement de l'I.F.S.E.

l'IFSE sera versé mensuellement

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

F.- Clause de revalorisation l'I.F.S.E.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

II.- MISE EN PLACE DU COMPLÉMENT INDEMNITAIRE (C.I.)

Le complément indemnitaire est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément est facultatif.

A.- Les bénéficiaires du C.I.

Après en avoir délibéré, décide d'instaurer dans la limite de **300€ annuel** maximum le complément indemnitaire aux :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat. L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation définis par la délibération afférente à l'entretien professionnel.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les modalités suivantes :

- son investissement personnel

- sa connaissance de son domaine d'intervention
- sa capacité d'adaptation aux exigences du poste
- sa capacité à travailler en équipe

C.- Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service, le C.I. suivra le sort du traitement
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie, le C.I sera suspendu

D.- Périodicité de versement du complément indemnitaire

Le complément indemnitaire fera l'objet d'un versement annuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

E.- Clause de revalorisation du C.I.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

III.- LES RÈGLES DE CUMUL

L'I.F.S.E. et le C.I. sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Date d'effet

*Les dispositions de la présente délibération prendront effet au **1er janvier 2022***

La ou les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement sont modifiées ou abrogées en conséquence.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessous. »

- Monsieur le Maire explique le contexte de la participation obligatoire pour la mutuelle et la prévoyance des agents Territoriaux. Un débat doit être fait en conseil municipal.
- Propositions des nouveaux tarifs des concessions. Après avoir pris connaissance des tarifs des concessions, l'assemblée les valide à l'unanimité.

« Objet: Tarifs concessions et cases columbariums à compter du 1er janvier 2022 - DE 2022 01 03

Lors de la Commission Cimetière qui s'est tenue le 2 novembre 2021, les membres ont étudié le projet du règlement ainsi que les tarifs des concessions.

Afin d'harmoniser et de simplifier la tarification des concessions, les membres de la Commission propose les tarifs suivants :

- concession 1.25m x 2.50m pour 15 ans = 156.00€
- concession 1.25m x 2.50m pour 30 ans = 234.00€
- concession 2.25m x 2.50m pour 15 ans = 281.00€
- concession 2.25m x 2.50m pour 30 ans = 421.00€

Malgré la mise en place des columbariums depuis un certain temps, la commune ne s'est jamais prononcée sur les tarifs des cases. La commission propose donc la tarification suivante :

- 15 ans = 156.00€
- 30 ans = 234.00€

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Accepte les propositions de tarification des concessions et des cases de columbarium telles que présentées.

Charge Monsieur le Maire de faire appliquer cette décision. »

- Tarifs salle polyvalente. Monsieur le Maire reprend les tarifs des locations, il faudrait la rentabiliser plus et améliorer l'équipement. Un flyer est en cours d'élaboration afin de promouvoir cette salle, notamment lors des salons de mariage.
 - o Pour le ménage, la question se pose sur la demande de facturer celui-ci.
 - o Les agents faisant l'entretien, on ne met pas en place les 50€ supplémentaires.

L'assemblée valide les tarifs de location de la salle à l'unanimité.

« Objet: Tarifs de location de la Salle Polyvalente à compter du 1er janvier 2022 - DE 2022_01_04

Suite à la réunion de la Commission Salle Polyvalente du 21 octobre 2021, les membres ont travaillé sur les tarifs actuels afin de le rendre plus lisibles.

La commission propose aux membres du Conseil la tarification suivante :

- Caution :	500€
- Associations Communales et école :	gratuit
- Grande Salle + bar :	
* Habitants de la commune :	100€
* Organismes et particuliers hors commune :	200€
- Grande Salle + bar + cuisine :	
* Habitants de la commune :	350€
* Organismes et particuliers hors commune :	500€

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Accepte la proposition de la commission telle que présentée

Charge Monsieur le Maire de faire appliquer cette proposition »

- Ferme de LACAM : Mme LERON a fait part de quelques remarques sur la convention :
 - o Demande d'un versement d'un acompte que la commune versera en cas de non vente.
 - Il est précisé que la collectivité n'acceptera pas.
 - o Engagement de la commune à entretenir les bâtiments.
 - Oui, le temps de la vente la commune reste propriétaire du bien et l'entretiendra.

La collectivité espère que la procédure sera terminée d'ici la fin de l'année.

- Monsieur le Maire propose à l'assemblée un Mandat de vente avec Mme GOURDAIN pour l'exclusivité, pendant 6 mois, renouvelable. Lecture du Mandat est faite.

Les élus acceptent à l'unanimité.

«

Objet: Nouveau protocole d'accord de résiliation amiable du bail rural de la ferme de lacam - DE 2022_01_05

Madame GOURDAIN, expert agricole, a rencontré l'exploitante de la ferme de Lacam pour lui présenter le protocole d'accord approuvé par le Conseil Municipal par la délibération n° DE_2021_05_03 du 15 octobre 2021.

Elle a fait parvenir en mairie le 14 janvier 2022, un protocole modifié suite aux observations de l'exploitante de la ferme et demande à la commune de valider ou non les nouvelles clauses afin qu'elle lui présente le nouveau protocole le plus rapidement possible.

Monsieur le Maire fait lecture du nouveau protocole et surtout des clauses modifiées dans ledit protocole :

Point 1 / Chapitre 7 : "En cas de non réalisation de la vente au 1er décembre 2022, la commune s'engage à verser un acompte de 130 000€ (50% de l'estimation) et le solde à la réalisation de la vente".

Clause que Mme Gourdain ne valide pas dans ses commentaires.

Point 2 / Chapitre 7bis : "engagement de la commune à continuer à prendre en charge les travaux d'entretien (type problème d'inondation dans la maison) malgré la signature du protocole".

La commune étant propriétaire du bien jusqu'à sa vente, cette clause peut être rajoutée.

Où l'exposé du maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Décide de ne pas valider la demande faite au point n°1

Approuve l'ajout du point n°2 dans le protocole d'accord

Charge Monsieur le Maire de faire appliquer cette décision

Autorise Monsieur le Maire à signer le nouveau protocole d'accord suivant les termes de cette délibération. »

- La commune a décidé de mettre à jour le classement de la voirie communale. Sachant que la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) versée par l'Etat, est basée sur la quantité de la voirie communale. Le Maire précise qu'il y a beaucoup de dossiers à régulariser.
 - o Il expose la régularisation avec le terrain appartenant à Mr BROMET qui est empiété par le terrain de foot, il est nécessaire de régulariser.

L'assemblée accepte à l'unanimité.

Questions diverses :

- Jean-Pierre revient sur l'organisation des TAP suite au conseil d'école ; certains parents souhaitent un effort sur la présentation des projets pour l'année.
 - Cécile MAGNE précise que les parents demandent des informations sur les activités des TAP.
 - Jean-Pierre propose aux déléguées à l'école (Cécile et Isabelle) de faire un point avec les agents et de voir ce qu'il est possible de mettre en place. Il y a un travail à faire là dessus. Il y a aussi une proposition de commission cantine qui a été évoqué, à voir.
- Point EHPAD, Jean-Pierre fait un point sur la situation de l'établissement, il a rencontré la nouvelle directrice et informe l'assemblée que différents postes sont à pourvoir.
- Cécile Magne revient sur un point déjà évoqué, de mettre la garderie payante ?
 - Jean-Pierre propose de voir pour la mettre à l'ordre du jour du prochain conseil municipal.
- Eric MALLET signale qu'au lieu dit Darnis, des encombrants sont déposés sur les communs.
 - Jean-Pierre propose de mettre un panneau « décharge interdite », dans un premier temps, puis si cela ne suffit pas, on fermera.
- Le journal communal sera distribué à la fin du mois de janvier.
- Vendredi prochain se tiendra l'AG du 1^{er} mai à 20h pour les personnes intéressées.

Fin de la séance à 11h40